

Les maraîchers urbains p.11

VIVA CITÉ

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

NUMÉRO 114 - DU 28 FÉVRIER AU 5 MARS 2011 - 1,50 EURO

Le triomphe de la machine

Alimentation, banque, transports :
les automates envahissent
notre quotidien.



Actes racistes : paroles, paroles...

Confrontés depuis quelques mois à une vague de gestes xénophobes, les responsables locaux cherchent les réponses les plus efficaces. Entre sensibilisation et répression.



Les associations contre le racisme étaient rassemblées pour crier leur ras-le-bol, mercredi 2 février, place de la République.

PLACE de la République, mercredi 2 février. A l'appel de la Ligue des droits de l'Homme, quelque 200 personnes sont réunies pour exprimer leur indignation.

La semaine précédente, à Hoenheim, les domiciles de deux familles d'origine turque ont été incendiés en pleine nuit et marqués de croix gammées. Un crime qui s'inscrit dans une longue série d'actes racistes.

Depuis le début de l'année 2010, dans l'agglomération strasbourgeoise, des tombes ont été profanées, des personnalités ou anonymes juifs et musulmans agressés, des voitures ou domiciles dégradés.

Le risque de la banalisation

Au cœur de ce rassemblement contre la haine, militants de gauche, responsables associatifs et personnalités religieuses côtoient des représentants de la CUS et de la vie politique strasbourgeoise, dont le maire de Hoenheim, Vincent Debès (UMP). Mais au-delà du geste symbolique, de quels leviers disposent

vraiment ces responsables politiques pour lutter contre les délits et crimes racistes ?

La municipalité de Hoenheim soutient les victimes en parant au plus urgent. Depuis les incendies, « nous sommes en contact quotidien avec les familles concernées », assure Jean-Philippe Reboh, directeur des services techniques. La mairie de Hoenheim a aidé les victimes à se reloger, leur a fourni des meubles ainsi que des jouets pour les enfants. Elle a prévenu les employeurs des victimes pour justifier leur absence.

« Pas représentatifs d'une réalité »

Pour Mathieu Cahn (PS), adjoint au maire de Strasbourg chargé de la vie associative, « la première action du politique, c'est le discours. Le risque principal est la banalisation, et de voir la capacité d'indignation s'effriter », explique-t-il.

C'est dans cette logique que s'inscrit l'appel du maire de Strasbourg, Roland Ries, lancé en octobre 2010. Mis en ligne sur le site de la Ville, le texte a été signé par environ 15 000 personnes,

affirme-t-on à la municipalité. Le propos se veut rassembleur. Il appelle « tous les démocrates à former un front républicain à la fois de refus de l'inacceptable, et de promotion des valeurs citoyennes qui fondent notre vivre ensemble ».

Un appel qui vise aussi à « montrer que ces actes racistes ne sont pas représentatifs d'un climat ou d'une réalité dans l'agglomération de Strasbourg », précise Olivier Bitz (PS), adjoint au maire, chargé des cultes et de la sécurité.

Armand Jung, unique député socialiste alsacien, a peu goûté la dimension consensuelle du texte et a mis en cause l'influence de Nicolas Sarkozy, son discours sur l'immigration et les Roms. Selon lui, l'appel du maire est « un aveu d'impuissance des politiques. La balle est dans le camp du préfet », tranche-t-il.

« Pour combattre ces phénomènes, il faut se donner les moyens. Les campagnes d'information ne suffisent plus. L'impunité entraîne la montée des actes », confirme SOS Racisme. Ce que ne conteste pas Olivier Bitz : « Trouver les coupables, c'est la première prévention ».

En attendant, la Ville insiste sur la prévention, car « le racisme prospère sur la non-connaissance de l'autre », rappelle Mathieu Cahn. Il mise donc sur le travail des associations, et met en exergue les 2,6 millions d'euros dans le budget de 2011 dédiés à la politique de la Ville, qui comprend le travail sur l'interculturalité. L'association « Femmes d'ici et d'ailleurs » a touché par exemple 4000 euros en 2010. Elle réunit des femmes d'origines et de milieux divers autour de fêtes, de débats ou de repas, afin de promouvoir l'entraide et l'interculturalité.

Trop de lieux sensibles à surveiller

Membre de l'opposition, Jean-Charles Quintiliani (Gauche moderne), plaide pour une politique beaucoup plus volontariste en matière de sécurité. Il réclame « du concret ». « Les caméras ont fait leurs preuves », affirme l'ancien adjoint au maire de Catherine Trautmann, aujourd'hui proche de Fabienne Keller. Il souhaite que la mairie investisse pour qu'elles soient plus nombreuses dans les cime-

tières. « On a dénombré environ trois cents lieux sensibles à surveiller dans l'agglomération. On ne peut pas mettre de la vidéosurveillance partout », objecte Olivier Bitz.

Selon Jean-Charles Quintiliani, une présence accrue de la police municipale dans les rues est nécessaire. Il suggère aussi de mobiliser les gens sur le principe des « voisins vigilants », développé dans le Sud de la France, pas seulement contre les actes racistes mais aussi contre les comportements délinquants. Il veut « inciter à surveiller » et faire en sorte que les citoyens soient « conscients qu'ils ont un rôle à jouer ».

A la mairie de Hoenheim, on se félicite que tous les habitants se sentent concernés. « Les liens sociaux restent la meilleure vigilance que l'on puisse avoir », estime Jean-Philippe Reboh, directeur des services techniques. Il est intéressant de constater que des voisins des victimes qui, jusque-là, n'avaient presque jamais adressé la parole à ces familles, ont été touchés par leur malheur et se sont mobilisés pour les aider. »

CLÉMENT LE BRIS
FABIEN PIÉGAY
AUDE RASO

Le logement social racketté

A partir de cette année, l'État va prélever 175 millions d'euros par an auprès des organismes HLM. Une taxe à laquelle certains bailleurs sociaux échappent.

LES organismes HLM vont devoir mettre la main à la poche jusqu'en 2013. C'est une nouvelle disposition inscrite dans la loi de finances 2011 qui le prévoit. « On calcule les loyers qui rentrent. On soustrait les remboursements en cours (ndlr : des investissements précédemment réalisés). La taxe est un pourcentage sur ce potentiel financier », explique Hubert Kuhry, chargé des ressources humaines chez Opus 67, troisième bailleur social de la CUS. Un prélèvement plafonné à 8% des ressources, duquel il faut déduire le taux de croissance moyen du parc immobilier ces cinq dernières années. Autrement dit, la taxe se veut plus clémente avec les organismes HLM qui ont davantage construit.

Une taxe « contre-productive »

« Environ 250 logements par an pourraient ne pas être construits dans la CUS », estime Alain Ramdani, directeur de l'Association régionale des organismes HLM d'Alsace (Areal). Les fonds levés par cette taxe alimenteront le budget de l'Agence nationale de réhabilitation urbaine (Anru) et seront alloués aux Zones urbaines sensibles (ZUS). Pour Brice Duhr, juriste à la délégation bas-rhinoise de la Confédération nationale



Un HLM en construction place du Schluthfeld.

du logement (CNL), une association de défense des locataires qui milite pour le droit au logement, c'est l'illustration qu'« aujourd'hui, ce n'est plus l'Etat qui finance le logement social qui finance l'Etat ».

La mise en place de cette taxe a fait réagir Philippe Bies, adjoint (PS) chargé du logement à la municipalité de Strasbourg et président de l'Office public HLM, CUS habitat. Il dénonce sur son blog cette « ponction sur les bailleurs sociaux » qu'il juge « contre-productive ». Il redoute qu'elle mette « en difficulté un secteur qui a permis jusqu'à pré-

sent d'amortir les effets de la crise en soutenant fortement l'activité du bâtiment ». L'instauration de cette taxe aura des effets sur le programme local de l'Habitat (PLH) de la CUS, qui prévoit la construction de 1500 logements par an.

Un objectif de toute façon difficile à tenir « du fait de la taxe mais aussi de la baisse de 30% des dotations régionales (subventions accordées par l'Etat) en 2011 », explique Alain Ramdani. Ces dernières passeront de 11,5 millions à 6,8 millions cette année. Au 1^{er} juillet 2009, on dénombrait 22 618 demandes

en instance pour un logement social dans la CUS, selon l'Adeus (Agence de développement et d'Urbanisme de l'agglomération strasbourgeoise).

Toutefois, les principaux organismes HLM de la CUS échappent à la taxe. Premier bailleur social avec environ 20 000 logements, CUS Habitat a obtenu une exemption. L'organisme public aurait dû acquitter 5,4 millions d'euros sur trois ans. Mais dans le cadre d'un « Plan de consolidation » qui court sur la période 2009-2014, l'Etat l'aide à recouvrer l'équilibre budgétaire et a décidé de ne pas aggraver ses finances.

Des exonérations prévues

D'autres sont exonérés du paiement parce qu'ils ont beaucoup construit ces cinq dernières années. C'est le cas d'Habitation moderne (environ 7000 logements dans la CUS) et Néolia (727 logements dans le Bas-Rhin) pour qui l'impact du prélèvement devrait être nul - le calcul de la taxe s'effectuant sur la totalité de son parc immobilier, soit 36 500 logements répartis sur l'est de la France.

A l'inverse, les bailleurs sociaux qui devront s'acquitter de la taxe vont devoir réviser leurs projets à la baisse. Ainsi, Habitat de l'III, gestionnaire de près 2000 logements, devra verser plusieurs centaines de milliers d'euros par an. Son directeur, Laurent Kohler refuse de communiquer sur le montant exact. Seule indication : la société coopérative ne mettra en chantier qu'une trentaine de loge-

ments en 2011 au lieu des soixante prévus. Opus 67, troisième bailleur social de la CUS avec 3500 logements (sur un total de 8500 dans le Bas-Rhin) devra verser environ 1,5 million d'euros par an jusqu'en 2013. Selon son directeur des ressources humaines, Hubert Kuhry, « environ 200 logements ne seront pas construits en trois années ». Soit une baisse de 70% des mises en chantier par rapport à leur rythme de construction ces dernières années.

Seconddomainemenacé, les réhabilitations. Opus 67 « va continuer à réhabiliter ses logements car c'est notre capital financier à long terme. De plus, la loi sur le Grenelle de l'environnement nous oblige à réhabiliter les passoires énergétiques », annonce Hubert Kuhry.

Réhabilitations en sursis

Le maintien des projets de réhabilitation dépendra toutefois « des stratégies des bailleurs sociaux », note Alain Ramdani. La taxe pourrait par exemple remettre en cause la révision des installations thermiques. Brice Duhr, conseiller juridique à la confédération du logement du Bas-Rhin, estime que « les locataires le ressentiront. L'entretien des bâtiments, comme le remplacement des fenêtres ou la réfection des toitures, va être allégé ».

« Si nous ne sommes pas touchés pour le moment, nous sommes inquiets pour l'avenir », se méfie Jean-Bernard Dambier, directeur général d'Habitation Moderne. Il ajoute qu'un projet de réhabilitation thermique est déjà engagé à la Robertsau, mais qu'un autre pourrait être retardé au Neuhof.

La nouvelle taxe pourrait aussi avoir un effet sur les loyers, mais pas dans l'immédiat, puisqu'ils sont plafonnés. « On n'a pas le droit de les ajuster plus que l'Indice de référence des loyers », indique Hubert Kuhry, d'Opus 67. Une manière pour l'Etat d'éviter que cette taxe ne se répercute sur les locataires. Mais « s'il y a une situation inflationniste, les loyers repartiront à la hausse », détaille Brice Duhr, de la Confédération du logement du Bas-Rhin. Il n'est pas exclu qu'on se retrouve avec un IRL de 2 à 3 % l'année prochaine ».

FRANÇOIS RÉGNIER
CLÉMENT LE BRIS

VU EN VILLE

Baleine urbaine

Rue Saint-Guillaume, sur le trajet entre le quai des Bateliers et la Krutenau. Après quelques pas, une surprise attend le piéton. Intrigué par une forme au loin, il avance. Son œil fixe un volume étrange dont une partie est masquée par un haut mur. Quand il arrive à la fin de la rue, son regard,

attiré par une autre masse, tourne légèrement vers la droite. Les deux pièces du puzzle sont alors réunies. Il peut mettre un nom sur ce qu'il voit. Une baleine. La forme à droite, c'est la queue qui dépasse du mur et surplombe une partie de la rue de la Manufacture des tabacs. De l'autre côté, la tête de l'animal dé-

borde sur la rue de l'Académie. Elle est à présent reconnaissable grâce à ses yeux. Le cétaqué semble de taille réelle. Il est en tout cas impressionnant même si le reste de son corps est caché par une façade de près de deux mètres. La baleine, clouée au sol, n'est pas bleue et n'a pas la peau lisse. Elle est marron clair et foncé, entièrement sculptée à partir de petites planches en bois. Un matériau qui correspond bien à son environnement ; elle jouxte un arbre, imposant par sa taille. Échouée dans le jardin de l'École supérieure des arts décoratifs, à quelques pas de l'III, la baleine de la Krutenau vit comme un poisson dans l'eau.

ADÈLE PAQUELIER



La baleine de la rue Saint-Guillaume, à Strasbourg.

Les cas de violence familiale se sont succédés à l'audience du lundi 7 février au tribunal de grande instance de Strasbourg.

« COCKTAIL EXPLOSIF »

« Nous avons affaire à une scène de violence assez exceptionnelle », commence Thierry Massa, le procureur, lors de son réquisitoire. Lundi 7 février, salle 22 du tribunal de grande instance de Strasbourg : Jean-Louis K. passe en comparution immédiate. Sept jours plus tôt, après un apéritif chez des voisins, cet homme de 47 ans rentre chez sa mère. Il perd son sang froid lorsque cette dernière refuse que sa petite amie thaïlandaise vienne vivre chez eux. Il lance les meubles par la fenêtre, bouscule sa mère, et exhibe un pistolet. Les gendarmes arrivent et le poursuivent dans la rue. Le fuyard a l'arme dans la poche. Interpellé, il insulte et menace les forces de l'ordre. Trois impulsions de Taser sont nécessaires pour le maîtriser. A la barre, Jean-Louis Kaloczi, cheveux ras, veste grise et pantalon de jogging bleu marine, avoue : « Je ne me souviens de rien ». Cette amnésie ne surprend pas le procureur : « Vous aviez pris du Subutex, de l'alcool et des tranquillisants. C'est un cocktail explosif. Normal que vous ne vous souveniez de rien ! » « Nous avons à faire à un homme en pleine dépression, rétorque Cédric Belmont, son avocat, qui explique : son entreprise a des problèmes financiers et la femme qu'il aime vit en Thaïlande. » La question de l'arme est essentielle : « C'est une antiquité, elle ne marche qu'une fois sur trois », se justifie le prévenu. « Peut-être, mais il ne faut pas tomber sur la troisième fois ou la première dans le sens des balles », ironise Thierry Massa, le vice-procureur. Jean-Louis K. écope de huit mois de prison ferme.

Deux policiers mènent un nouveau prévenu à la barre. Mamut-Ali Karacelik a 30 ans. Le 5 février, il va chez son ancienne compagne chercher son fils qu'il n'a pas vu depuis trois semaines. Depuis leur rupture en septembre 2010, les relations sont conflictuelles. A son arrivée, il escalade le portail. Dans la cour, des mots, violents, sont échangés. Il menace le nouvel ami de son ex-compagne, puis crache au visage de celle-ci. « Qu'est-ce que votre fils va penser en vous voyant cracher sur sa mère ? », demande le président du tribunal, François Wendling. « Je ne sais pas, répond Mamut-Ali Karacelik, mais à chaque fois que j'approche cette famille j'ai des problèmes. » « Mais vous n'avez pas le droit de les approcher ! » lance le président. Enfoncé dans son fauteuil, le procureur soupire. Une décision judiciaire oblige le prévenu à se tenir à distance de son ex-concubine. Parmi les chefs d'accusation figurent un harcèlement par textos. « 150 depuis le 31 décembre », souligne Thierry Massa, qui lit avec dérision certains messages. La prose est vulgaire, dégradante et agressive. L'huissier s'en amuse avec un avocat assis à ses côtés. Le défenseur du père, hésitant, met en avant la douleur d'un « papa » séparé de son fils. Il demande une simple peine d'amende. Mais Mamut-Ali Karacelik retourne en détention. Il est condamné à une peine ferme de six mois.

MARION MICHEL

Liberté, j'écris ton nom... à la maison

L'Education nationale souhaite intégrer les enfants des gens du voyage au système scolaire classique, mais l'objectif est loin d'être atteint.



MARION MICHEL/CUEJ

Des enfants de l'aire de Geispolsheim jouent à côté de leur caravane, à l'heure de l'école.

LOIN des regards, cernée par les lignes de chemin de fer des usines du Port du Rhin, la rue de Dunkerque rassemble une quarantaine de caravanes. A l'heure où les enfants sont normalement assis sur les bancs de l'école, une douzaine de petits Roms jouent sur l'aire de stationnement de la rue de Dunkerque. L'un des résidents ne scolarise plus ses trois enfants pour le moment. « Avant, ma fille de 11 ans était à l'école du Rhin. Un jour elle s'est fait traiter de « sale gitane ». Depuis, elle n'y va plus », explique-t-il. « Mais elle apprenait bien à lire », observe sa femme. Pour cette famille, l'insertion en milieu scolaire traditionnel a été un échec.

Caravane-école itinérante

Depuis 2002, la circulaire ministérielle sur la scolarisation des enfants du voyage et de familles non sédentaires prévoit que le droit commun s'applique à tous. « L'intégration dans les classes ordinaires est à privilégier, avec mise en place si nécessaire de soutiens pédagogiques. C'est dans tous les cas le but à atteindre. » Catherine Franck, coordinatrice sociale du service gens du voyage de la CUS, constate que « l'académie de Strasbourg applique cette circulaire à la lettre ».

Dans les années 1990, un système de structures scolaires adaptées aux enfants du voyage s'était développé

dans la CUS. Parmi elles, une caravane-école itinérante, destinée aux 6-13 ans, qui se rendait sur les aires de stationnement. Selon Dominique Steinberger, directeur de l'Arpomt (Association pour une recherche pédagogique ouverte en milieu tsigane), ancien responsable de la caravane-école, « il s'agissait d'un projet d'instruction adapté, avec une école calquée sur un mode de vie. C'est à l'école de venir aux enfants ». Pendant sept ans, jusqu'en 2001, 255 enfants ont été scolarisés grâce à la caravane-école.

En parallèle, des classes « passerelles », entièrement dédiées aux enfants du voyage, ont été créées. « Cela fonctionnait bien, car nous étions dans la logique de l'accompagnement », estime Nathalie Boninsegna, conseillère principale d'éducation (CPE) du collège Solignac où une de ces classes a existé pendant huit ans. Les horaires y étaient adaptés et la durée de classe réduite à une demi-journée. Mais « pour ce qui est de l'intégration au système, c'était raté », reconnaît-elle.

Autre structure pour les enfants du voyage en âge de fréquenter le collège : le CNED (Centre national d'éducation à distance) qui a mis à leur disposition des cours spécifiques dès 1997. Mais suivre les cours du CNED suppose que l'adolescent ait de bonnes bases et que ses parents puissent l'aider. Or, beaucoup d'entre eux sont illettrés.

L'application de la circulaire de 2002 a mis un terme à ces structures adaptées. Seule une classe est aujourd'hui entièrement dédiée aux enfants du voyage dans la CUS : celle du collège Lezay Marnésia de la Meinau. Créée en 2008 et considérée par l'académie comme un test, elle fait partie du « projet réussite » de l'établissement. « Il faut être hyperflexible. Je réponds aux demandes des élèves en leur apprenant des notions d'allemand pour leur futur voyage, par exemple, témoigne Evelyne Steiger professeur en charge de la classe. Depuis sa création, davantage d'élèves sont scolarisés. Beaucoup de parents regrettent tout de même l'ancienne caravane-école ».

Culture de l'oral et de l'immédiat

Etre intégré au système traditionnel « permet de bénéficier des infrastructures comme le gymnase ou la bibliothèque et les parents en prennent conscience », atteste la directrice de l'école de Vendenheim, Claudine Gillig. Cependant, les enfants du voyage ont souvent du retard par rapport aux autres. « Ils sont répartis selon leur âge ou leur niveau en fonction des places », précise Pascale Laugel, directrice de l'école de la gare de Geispolsheim. « La principale difficulté relève de leur manque de culture scolaire car la civilisation tzigane est fondée sur l'oral et l'immédiat. Mais surtout, ajoute-t-elle, le pro-

blème c'est qu'ils ne sont jamais là assez longtemps pour qu'il y ait un résultat. »

Les gens du voyage non sédentarisés ne stationnent que pendant la période hivernale, d'octobre à mars. Une fois sur la route, la priorité n'est pas donnée à la scolarisation. « L'urgence, ce sont les besoins primaires comme manger et trouver une aire », explique le directeur d'Arpomt pour qui la question de la scolarité est aussi liée aux difficultés de stationnement : « On ne sait jamais combien de temps on pourra rester au même endroit ».

Pour les gens du voyage sédentarisés qui demeurent dans le quartier du Polygone, le problème se pose moins. Mais l'écart culturel subsiste. Notamment le sens donné à l'école. Selon eux, son rôle se limite à apprendre à lire, écrire et compter. Ils ne la considèrent pas comme un moyen de réussir sa vie. Un décalage de pensée qui pose des problèmes concrets. « Ces enfants sont souvent absentéistes », constate Nathalie Boninsegna du collège Solignac. Pour elle, « il vaut mieux qu'on ne puisse pas trancher sur ce qui est bien ou mal pour eux ». Un point de vue partagé par Dominique Steinberger : « La scolarisation est avant tout une question de volonté et marche beaucoup à l'affectif. C'est pourquoi il faut laisser une multitude d'alternatives possibles ».

ADÈLE PAQUELIER
JESSICA TROCHET

On n'arrête pas les automates

Bornes et distributeurs se généralisent dans les services. Leurs effets sur l'emploi restent mal mesurés.

LISA, alias « Libre service affranchissement », est apparue en 2009 dans les bureaux de poste. Elle permet de commander une assurance, d'imprimer des timbres ou d'avoir accès à des services web. La Poste n'est pas la seule à investir dans les automates. Des supermarchés à la SNCF, difficile d'échapper à ces machines.

L'idée qu'un automate en plus, c'est un emploi en moins, est tenace. « *Je ne les utilise jamais car cela supprime du personnel* », affirme catégoriquement Wantz, 74 ans, croisée au Simply Market du boulevard d'Anvers à Strasbourg. Mais les observations effectuées sur le terrain ébranlent ce préjugé.

A La Poste, « *les automates accompagnent la réduction d'effectifs sur le long terme* », avance Karen Wagner-Kühn, de la CFDT. En Alsace, les bureaux de poste ont perdu environ 500 salariés en trois ans, selon FO. Mais pour la direction, cette réduction de personnel s'explique par « *une baisse générale du volume du courrier lié à l'utilisation d'Internet* ».

Des caissières reclassées

Et André Haiflinger, représentant FO, reconnaît qu'établir « *un lien direct entre les automates et la suppression d'emplois est erroné* ».

Ces quatre dernières années, l'hypermarché Auchan d'Illkirch s'est équipé de huit caisses libre-service ou « self check out » (SCO). « *Les 160 caissières ont été maintenues* », assure Jean-François Henné, responsable des caisses.

Le représentant CFTC, Gilles Malaisé, confirme : « *Au départ, c'est vrai que l'on craignait des suppressions d'emplois. Mais finalement il n'y en a pas eu. Il a même été possible de reclasser au moins quatre hôtesse usées par le travail. Sans ces caisses automatiques, on n'aurait eu aucun poste à leur proposer.* »

C'est le cas de Nathalie, caissière depuis plus de 20 ans. Elle souffre de tendini-



Caisses automatiques au Simply Market des Halles, à Strasbourg.

tes à répétition et s'est sectionnée un ligament. Elle s'occupe désormais des caisses self-service, ce qui la dispense de manipuler des charges trop lourdes.

Par ailleurs, les caisses automatiques exigent un travail de préparation non négligeable, synonyme d'emplois. « *J'arrive une heure avant l'ouverture pour préparer la monnaie, et le soir il faut vider les billets* », explique Sandrine, caissière au Simply Market des Halles. Dans ce magasin, au moins trois employés se relaient durant les douze heures d'ouverture sur chaque îlot de caisses automatiques.

« L'automatisation transforme l'emploi »

Pour les entreprises, l'investissement est coûteux : entre 20 et 30 000 euros par machine. Alors pourquoi le font-elles si la masse salariale reste inchangée ?

Thierry Breton, responsable national du déploiement des SCO dans les

Simply Market, explique qu'« *il s'agit de répondre aux besoins d'une clientèle ciblée* ». Les caisses automatiques ont été installées uniquement dans les magasins où les paniers de moins de dix articles sont fréquents. Le but est de « *réduire les files d'attente le midi et le soir* ». Chez Auchan, « *le chiffre d'affaires n'a pas augmenté grâce à l'automatisation* », estime Jean-François Henné, mais nous avons beaucoup gagné en fluidité ».

Selon l'économiste Camal Gallouj, professeur à l'université de Lille 1, auteur de *L'Innovation dans les services*, « *l'acquisition des caisses automatiques s'inscrit dans une logique de qualité pour fidéliser le client* ». Ainsi à La Poste, les bureaux ont été réaménagés entièrement en « *Espace service client* » pour diminuer le temps d'attente. Les conditions de travail des salariés ont aussi été transformées.

Désormais, ils doivent diriger les clients vers les

automates pour les opérations simples et à faible valeur ajoutée comme le retrait et l'affranchissement. « *Le personnel peut se consacrer à des tâches plus rentables, comme le conseil bancaire, la téléphonie ou le prêt-à-poster* », note le chargé de clientèle du bureau de Schiltigheim, Roger Dessagne.

Un gain économique discutable

Il en va de même à la médiathèque Malraux. Une vingtaine d'automates ont été installés pour le prêt et le retour des documents.

Frédéric Derouard, assistant, affirme que son métier de bibliothécaire a évolué. « *Je suis davantage disponible pour conseiller le public et organiser l'action culturelle : conférences, rencontres et ateliers pour les enfants* ». Pour lui, pas question de faire marche-arrière. « *Faire bip-bip toute la journée pour scanner des livres, ce n'est pas passionnant.* »

« *Les emplois à qualification moyenne sont supprimés au profit d'un petit nombre d'emplois plus qualifiés et d'une myriade d'emplois non qualifiés* », analyse Camal Gallouj.

Il cite l'exemple de la création du métro automatique à Lille. « *Les chauffeurs de bus sont remplacés par des ingénieurs au poste central. Mais un métro sans chauffeur, cela n'est pas très rassurant : la compagnie Transpole a donc créé des agents d'ambiance, sans aucune qualification. Au final, le gain économique n'est pas si évident.* »

Et parfois l'investissement est un échec. Preuve en est le distributeur automatique de baguettes implanté avenue de la Forêt-Noire à Strasbourg. Sans présence humaine, les machines ont été vandalisées. Las de devoir payer les réparations, le boulanger a baissé les bras au bout de trois ans. Avec sa vitre brisée, l'automate ne suscite plus que la curiosité des passants.

LES EXCLUS DU PROGRÈS

Personnes âgées ou handicapées, étrangers, et même certains jeunes restent allergiques aux machines.

A la gare de Strasbourg, Marie-Julie fait la queue depuis plus d'un quart d'heure au guichet pour acheter un billet. Cette octogénaire déteste toutes les bornes automatiques, du distributeur d'argent aux caisses-minute. Elle ne possède d'ailleurs pas de carte bancaire. « J'ai essayé une fois de retirer de l'argent mais je n'ai pas réussi. C'est trop compliqué. Du coup, c'est mon soutien gorge qui fait office de distributeur. J'y cache l'argent dont j'ai besoin pour la journée ».

Besoin de contact humain

Même réticence chez André, jeune retraitée : « Par habitude, je vais toujours au guichet. J'ai besoin de parler à quelqu'un. Je n'aime pas les machines même si je sais m'en servir. »

L'impact sur l'emploi est un argument souvent avancé. Beaucoup partent du principe qu'un automate en plus signifie un emploi en moins. C'est le cas de René, 75 ans, qui fait régulièrement ses courses au Simply du boulevard d'Anvers. Même s'il n'a que du sel et une boîte de conserve dans son panier, il se dit prêt à faire la queue pour « sauvegarder l'emploi des caissières ».

Mais le scepticisme à l'égard de ces machines n'est pas qu'une affaire de généra-



tion. Florent, 29 ans, pourtant à l'aise avec les nouvelles technologies, refuse d'utiliser les automates installés

au bureau de La Poste près de la cathédrale. « Je fais plus confiance aux humains qu'aux machines », explique-t-il.

Quand on n'est pas francophone, utiliser une borne automatique est aussi une épreuve. Autour d'une borne

CTS, quatre touristes tchèques de passage à Strasbourg éprouvent quelques difficultés à dompter la machine.

Finalement, c'est Hugo, un étudiant en droit, qui vient leur expliquer comment acheter leur titre de transport.

Des automates innaccessibles

À la barrière de la langue vient s'ajouter le problème de l'écrit. En France, près d'un adulte sur dix souffre d'illettrisme selon une enquête de l'Insee. Les instructions des écrans ne sont donc pas intelligibles pour tous.

En outre, la plupart des bornes automatiques excluent les personnes handicapées. Gabriel Reeb, vice-président de l'association des aveugles et handicapés visuels d'Alsace et de Lorraine rappelle que la loi sur l'égalité des chances votée en 2005 « introduit le concept d'accessibilité numérique et oblige tous les lieux publics à mettre aux normes les bornes d'ici à 2015 ». Pour l'instant, « l'objectif est à des années lumières d'être atteint », regrette Gabriel Reeb.

« Souvent les bornes sont trop hautes pour une personne en fauteuil », ajoute Claire Simonet, conseillère en économie sociale et familiale dans un établissement d'aide par le travail destiné aux personnes handicapées moteurs, basé à Strasbourg.

Un écran en guise de station

De la gare de Geispolsheim ne subsiste qu'un distributeur.

À huit minutes en train de Strasbourg, Geispolsheim-gare. Les trains passent le long des quais, mais la gare demeure introuvable. Seul subsiste un distributeur de billets. « Il n'y a pas de gare à Geispolsheim-gare ! », s'étonne un voyageur désorienté, en quête d'un titre de transport.

Dans sa maison accolée à la voie ferrée, Anne, 90 ans, se souvient du temps où elle prenait le train chaque jour pour aller travailler à Strasbourg. « Quand la gare a été rasée, les gens ont beaucoup râlé », raconte-t-elle, un brin nostalgique, une photo à l'appui. La SNCF a préféré détruire le bâtiment en 1992,

plutôt que de le rénover. Puis, pendant plus de dix ans, les usagers n'ont plus eu ni borne, ni guichet. Ils prenaient leur billet directement dans le train auprès du contrôleur.

Récemment, une borne automatique a été implantée au bout du quai. Difficile de la repérer. « Les Geispolsheimois n'ont même pas remarqué qu'il y avait une borne », ironise Martine, vendeuse dans la boulangerie située à deux pas de la ligne de chemin de fer.

À l'avenir, Réseau Ferré de France (RFF) a un projet de réfection des quais. Ensuite la SNCF pourra y faire de nouveaux aménagements.

Pour consommer, le client doit travailler

Pour la sociologue Marie-Ange Dujarier, les automates donnent aux consommateurs une illusion de liberté.

Sociologue du travail et des organisations et auteur du livre *Le Consommateur au travail* (PUF, 2006), Marie-Ange Dujarier décrypte quatre stratégies entrepreneuriales.

• Vous irez plus vite.

C'est la première raison pour laquelle les consommateurs utilisent des automates. L'ouverture quasi permanente de ces caisses donne au consommateur le sentiment de pouvoir optimiser son agenda. La sociologue affirme que le gain de temps est surtout obtenu par la réduction de la durée d'attente. Le consommateur a l'impression d'attendre moins à la caisse automatique parce

qu'il est en action, plutôt qu'en « souffrance ».

• Vous évitez de rentrer en contact avec des salariés.

D'aucuns estiment que cette relation artificielle est stressante. Mais cet argument ne vient qu'en dernière position des critères de satisfaction des utilisateurs de self-service, et concerne les consommateurs technophiles.

• « Devenez radins ».

Voici le slogan pour convaincre les gens de travailler eux-mêmes. Le consommateur doit avoir l'impression qu'en passant par les caisses automatiques, il pourra

bénéficier de plus de promotions. Parfois, des « tarifs spéciaux » sont proposés uniquement sur des bornes libres-services. En réalité, affirme Anne Marie Dujarier, il est impossible de vérifier ces différences.

• « Vous êtes libres ».

Les entreprises vantent la liberté laissée au consommateur. Mais en fait, vous n'avez pas le choix, poursuit la sociologue. À la Poste ou à la SNCF, la queue au guichet est tellement longue que l'usager y renonce rapidement. Marie-Ange Dujarier conclut que désormais, s'il veut consommer, le client doit travailler.

« Un moyen de réduire les coûts »

Entretien avec Sylvie Monchatre, sociologue du travail, maître de conférence à l'Université de Strasbourg.

Pourquoi les supermarchés installent-ils des caisses automatiques ?

C'est un moyen de réduire les coûts du travail en faisant travailler le client qui apporte une contribution gratuite à l'activité commerciale de l'entreprise. Le bilan de productivité, lui, est toujours positif.

Mais à Auchan Illkirch-Graffenstaden, aucun emploi n'a été supprimé.

Dans un premier temps, l'automatisation ne supprime peut-être pas d'emplois. Mais à long terme, les clients seront plus autonomes et auront moins besoin de la présence d'un salarié. Les caisses automatiques seront rentrées dans les mœurs. A terme, certaines caissières ne seront pas remplacées.

Donc, des emplois seront forcément supprimés sur le long terme ?

Non, pas nécessairement. Il faut voir les effets d'une manière plus globale. On peut par exemple demander plus de polyvalence aux caissières. Les entreprises cherchent à gagner du temps et à maximiser les profits en mettant la bonne personne au bon endroit.



« Une machine ne fait pas grève, ne prend pas de congé et travaille 24h/24 ».

Quels autres intérêts présentent les automatiques pour les entreprises ?

Se prémunir contre les « caprices » du travail humain. Une machine ne fait pas grève, ne prend pas de congés et travaille 24h/24. Ainsi la continuité du service est assurée.

Le recours aux automatiques permet aussi de réduire

les files d'attente grâce au principe du self-service.

Quelles sont les limites de ces machines ?

Elles ne sont pas infaillibles et les utiliser peut vite devenir un cauchemar, faute d'accompagnement humain. Le problème vient donc davantage du vide créé autour de ces machi-

nes dans les espaces publics, privés d'opérateurs humains, que du développement d'automates en soi.

Dans le cas des supermarchés, une seule personne gère quatre caisses automatiques. En période de forte affluence, elle ne peut faire face aux sollicitations de tous les clients.

La touche de l'accordeur

En réparant, Gaël Bricot met en accord les hommes et les automatiques. Même face aux machines, le relationnel fait partie de son métier.

Depuis 2006, Gaël Bricot travaille chez Wincor Nixdorf, leader en France avec les deux tiers du marché des caisses dans les supermarchés et des distributeurs automatiques d'argent.

La trentaine, discret et avenant, il assure la maintenance des machines du groupe dans tout le Bas-Rhin avec un autre technicien.

« Voir du monde et bouger »

« Mon travail allie informatique, technologie et mécanique, tout en me permettant de voir du monde et de bouger. De la banque à la grande distribution, on a affaire à des personnes très différentes. Ça casse la routine et c'est très enrichissant. » Ce qui est le plus dur, estime-t-il, « c'est l'évolution technologique constante. Il faut rester dans le coup alors que les gammes de machines s'élargissent sans arrêt ! Cela en devient un sport... »

La moitié de ses interventions se font sur des distributeurs bancaires. L'autre sur des caisses, dont 15 à 20% sont en libre service. « Comme on travaille sur des machines



Gaël effectue une opération de contrôle sur une caisse automatique.

qui traitent de l'argent, on n'a pas le droit à l'erreur », observe Gaël Bricot. Son emploi du temps varie « de 20 à 50 heures par semaine. Nos contrats de maintenance nous engagent à

intervenir parfois dans les quatre heures », explique-t-il.

« 90% des dépannages sont la conséquence d'erreurs de manipulation des clients » estime Gaël Bricot, qui s'oc-

cupe aussi de la maintenance préventive : le nettoyage et le dépeussierage des machines. Ce type d'opération est effectué « une fois par an et par machine ».

« Faire de la pédagogie »

Le relationnel est également un aspect important du métier : « Il faut être aimable et montrer qu'on est présent. Parfois, nous devons aussi faire de la pédagogie. Surtout quand les marques imposent aux gérants l'introduction de caisses libre service dans leurs supermarchés. Dans ces cas là, ces derniers sont souvent réfractaires. »

C'est cet aspect humain qui a poussé Gaël Bricot à s'orienter vers cet emploi. Son BTS en maintenance industrielle ne le destinait pas forcément à travailler dans les services. Aujourd'hui, il gagne environ 28 000 euros brut par an et suit régulièrement des formations.

Les caisses automatiques prolifèrent, « le métier est en plein boom ! Mais Wincor Nixdorf ne recrute plus de techniciens en Alsace, et nous avons dû sous-traiter ».

LA CAISSIÈRE DU FUTUR...

... NE COMPTE PLUS

Le client ne donne plus d'espèces à l'hôtesse de caisse, mais introduit son argent directement dans une machine. Capables de trier, compter et de faire l'appoint, elles empêchent ainsi les erreurs de rendu de monnaie.

20 à 50 % du temps de travail des hôtesse étant dédié au comptage des espèces, ces automatiques permettent donc un gain de temps substantiel.

Le vandalisme est également limité puisque l'argent est envoyé directement dans un coffre sécurisé.

Enfin, ces machines favorisent l'hygiène car l'hôtesse ne touche plus l'argent.

... NE SCANNE PLUS

Toujours en phase de recherche, les « automated scanned » sont des caisses qui scannent automatiquement les articles à grande vitesse. Le tapis va trois fois plus vite que les caisses ordinaires. L'hôtesse contrôle l'opération et encaisse.

Le temps d'attente est ainsi divisé par deux ou par trois.

... ET VOUS LA REMPLACEZ !

Déjà installées dans l'hypermarché Auchan à Illkirch-Graffenstaden, les « self-scannettes » vont être déployées dans d'autres magasins. Le principe : un scanner de codes barres portatif qui permet d'enregistrer les produits directement lorsqu'on remplit son panier. Les informations relatives aux articles (prix, réductions ou promotions), sont envoyées par Wifi à une caisse. Une hôtesse y encaisse ensuite les achats du client. D'autres scanettes contiennent des puces RFID (Radio frequency identification). Elles emmagasinent les informations et les restituent en caisse.

Les puces RFID sont aussi utilisées dans les documents des médiathèques équipées d'automates, dont celle de Strasbourg. Mais la généralisation de ces puces à tous les produits de consommation reste trop onéreuse.

DOSSIER RÉALISÉ PAR :
ÉLÉA FRANÇOIS
NATACHA MUZY
VICTOR PÂTENÔTRE
JEANNE RICHARD

Flou artistique aux entrepôts

L'entrepôt des anciens armements Seegmuller est en plein projet de réhabilitation. Destiné aux arts, son avenir peine à se dessiner.



LAURE SIEGEL/CUEJ

La Ville de Strasbourg projette de métamorphoser les friches de la presqu'île Malraux en un véritable cœur de ville.

J E rêve de cet endroit depuis longtemps », avoue Thierry Danet, organisateur du festival d'arts numériques Ososphère et directeur de la Laiterie.

Pour sa douzième édition, la manifestation s'est exportée dix jours durant dans les anciens entrepôts des armements Seegmuller, pour mettre une dernière fois le bâtiment à l'honneur avant le début des travaux de réhabilitation. Mais cette incursion ne sera que ponctuelle : « *Le festival Ososphère est conçu comme un événement éphémère, déplacer la Laiterie au môle n'est pas réaliste* », reconnaît Thierry Danet. Pour autant, la vocation culturelle de ces entrepôts, situés sur la presqu'île du bassin d'Austerlitz, devrait perdurer.

« Attendus au tournant »

L'ambition de la municipalité : faire de la friche industrielle « *un nouveau cœur de Strasbourg* » dédié aux arts et aux loisirs, animé 24h sur 24 et 7 jours sur 7. Le projet du promoteur Icade, qui a signé fin décembre avec la SERS* un protocole d'aménagement pour l'ensemble du môle, prévoit dans les entrepôts Seegmuller un espace dédié à la culture de près de 2000 m² - sur les 11 000 m² disponibles.

Avec quatre mois de retard, le projet d'Icade, dessi-

né par le cabinet d'architecture strasbourgeois Heintz et Kehr, a été préféré à celui de Bouygues, en partie parce que son programme artistique était plus abouti. Icade s'est en effet entouré d'acteurs culturels pour proposer l'aménagement des 2000 m².

Le réseau d'art contemporain Apollonia, la compagnie de spectacle vivant « *La ville est un théâtre* » et Rhizome, réseau de musique contemporaine, se sont ainsi associés au promoteur. Récemment impliquée dans la réflexion, la Cantine cherche à implanter un concept nouveau à Strasbourg, le co-working : un espace de travail partagé, qui a pour objectif l'échange et le fonctionnement en réseau.

La rénovation de l'entrepôt Seegmuller est la première étape du réaménagement de la presqu'île. Le permis de construire, délivré en avril, amorcera le début du chantier pour une inauguration prévue fin 2013, quelques mois avant les élections municipales. « *C'est l'un des enjeux principaux du mandat, nous sommes attendus au tournant* », reconnaît-t-on à la Ville. Le calendrier prévisionnel est désormais déterminé, et une majorité des futurs occupants sont connus.

Parmi eux, Gilles Auberger, fondateur de The connecting place, agence de conseil en communication,

qui a rassemblé quelques unes de ces sociétés dans un groupement de propriétaires pour acquérir 2000 m². L'ancien directeur de Publicis Koufra ambitionne de faire de ce lieu « *une coopérative de talents : les mondes de la culture et de l'entreprise doivent échanger. Cela peut donner lieu à de nouvelles interactions très enrichissantes entre les secteurs marchand et non-marchand* ».

Un projet encore incertain

Mais pour l'heure, le contenu de l'espace culturel reste toujours à l'étude. « *Nous menons des discussions informelles avec les acteurs qui s'étaient engagés dès le début avec Icade* », explique Daniel Payot, adjoint chargé de la culture à la mairie de Strasbourg. « *Il s'agit de prendre la température et évaluer les besoins en matière culturelle* », estime Dimitri Konstantinidis, directeur d'Apollonia, un des principaux concernés. *On tente de construire un projet tous ensemble mais c'est compliqué car les interlocuteurs viennent de mondes artistiques différents et la volonté de la ville est floue*. Si aucun projet n'est encore arrêté, une première ébauche se dessine, formée par un espace partagé d'exposition et de travail artistique, modulable selon les disciplines.

« *De toute manière, il ne faut pas que le lieu devienne*

une auberge espagnole », d'autant que l'espace est assez réduit, souligne un autre intervenant qui souhaite rester anonyme. En outre, la physionomie particulière du lieu ne facilite pas la réflexion. Comment envisager par exemple des gradins alors que l'entrepôt s'apparente à une forêt de poteaux ?

La volonté de donner une place à la culture dans l'entrepôt, désaffecté depuis l'an 2000, est également affecté par des problématiques financières. Si Icade s'est engagé à céder à la Ville une partie de l'entrepôt à un prix avantageux, reste à l'aménager, à le gérer et à en supporter les frais de fonctionnement. « *Même très enthousiasmante, la configuration proposée ne sera pas validée par la Ville si elle n'est pas viable financièrement* », estime l'un des acteurs du projet.

Hors de portée des acteurs modestes

Car si Strasbourg prétend à un projet culturel fort pour le môle, ni la Ville, ni les structures culturelles engagées dans la réflexion, ne souhaitent que la collectivité territoriale soit la seule à le financer. Ceux qui investiront l'entrepôt devront donc faire état d'une capacité d'autofinancement partielle. La plupart des acteurs culturels plus modestes ne sont par conséquent pas au courant du projet en cours, ce que re-

grettent Alexis Thépot et Thomas Valentin de l'association Scène musicale mobile.

En novembre, ils avaient réalisé un son et lumière au bassin Vauban, mettant en scène l'incendie qui avait ravagé les entrepôts Seegmuller en 1929. « *Nous avons proposé cette manifestation pour participer à l'animation du quartier mais aussi en espérant des retombées pour notre collectif de musique contemporaine* », explique Alexis qui aspirait à trouver une place dans l'entrepôt. *Mais à Strasbourg tout passe par les acteurs établis* », regrette le jeune musicien. « *Les structures impliquées doivent avoir les reins solides, être capables de mobiliser des réseaux et disposer d'une expérience de gestion financière pour piloter le projet* », justifie Dimitri Konstantinidis.

Pour autant, les instances culturelles qui s'étaient engagées avec Icade « *n'ont pas l'assurance d'être retenues* », selon Daniel Payot. L'adjoint à la culture confie qu'« *il n'y aura pas d'appel à projet à proprement parler, même si la municipalité entend rester à l'écoute d'autres propositions* ». Mais à la mairie, certains projets bénéficient déjà d'une oreille attentive.

CHLOË MICHELON
LAURE SIEGEL

*SERS : Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg, responsable des intérêts immobiliers de la ville.



LAURE SIEGEL/CUEJ

Le public du festival Ososphère de février dernier a pu découvrir les entrailles de l'entrepôt Seegmuller.

Kehl pas pressée de réduire le bruit

La municipalité allemande élabore un plan de lutte contre les bruits de la circulation. Objectif : diminuer le trafic sans porter atteinte aux commerces.

RÉUNIS dans le hall de l'école primaire de Kehl Goldscheuer, des habitants témoignent de leur quotidien. « Quand un camion passe, tous les verres rangés dans mon placard se mettent à vibrer », s'exclame l'un d'eux. Ils sont une cinquantaine rassemblés ce soir-là pour participer au troisième et dernier « Rendez-vous citoyen » organisé par la municipalité autour d'un plan d'action contre les nuisances sonores.

La ville de Kehl s'avère par endroits très largement exposée aux bruits du trafic routier. Plus de trois millions de véhicules empruntent chaque année la route nationale B28 vers Strasbourg ainsi que la B36, parallèle au Rhin, et traversent de jour comme de nuit certaines rues souvent bordées d'habitations. Une circulation qui engendre des émissions sonores supérieures à 70 voire 75 décibels, entraînant un dépassement de la limite prévue par la loi fédérale de 2002, et contraignant la municipalité à agir.

Pas encore de décisions

Kehl a ainsi décidé en 2010 de faire appel à la société de conseil Fichtner, spécialisée dans les projets d'infrastructures, afin de réaliser une cartographie du bruit sur le territoire de la ville et de proposer des solutions. Interdiction de circulation des poids-lourds la nuit, réduction du seuil de vitesse



70% des véhicules qui franchissent le Pont de l'Europe entre Strasbourg et Kehl sont originaires de la région.

autorisée à 40 voire 30 km/h, installation de radars. Les mesures avancées sont classiques. Elles permettraient toutefois, dans les lieux les plus sensibles, de réduire presque de moitié le niveau de décibels engendré par le trafic. Simple en apparence, mais difficile à mettre en œuvre.

Les échéances du plan ne sont pas encore connues. Quant à son contenu définitif, il reste difficile à cer-

ner. « Aucune interdiction de circulation des poids-lourds n'est prévue sur la B28 la nuit », affirme Katrin Korth, responsable du service voirie à la mairie de Kehl. Sur la B36, les camions ne sont déjà pas autorisés à se rendre jusqu'au centre-ville, à l'exception de ceux qui alimentent les magasins, et dont le passage ne saurait être remis en cause.

Si Kehl ne compte que 35 000 habitants, elle dispose

d'infrastructures commerciales particulièrement développées. Outre le supermarché REWE, la ville tire profit de la présence des centres commerciaux Rheintal Center aux abords de la B36 et City Center Kehl à quelques mètres de la frontière. La stratégie de ces grandes chaînes allemandes est claire : profiter de la présence à proximité d'une clientèle française, qui traverse volontiers le Rhin pour bénéficier de tarifs plus avantageux.

l'installation de radars sur les portions de route nationale passant par Kehl sont à privilégier : « Les habitants se plaignent du bruit de la circulation, mais bien souvent ils roulent eux-mêmes trop vite. »

Ajouter d'autres contraintes

Une mesure qui recueille le consensus des participants à la réunion, mais ne satisfait pas pleinement les habitants les plus concernés par les nuisances routières. « On devrait ajouter d'autres contraintes à la circulation. Élargir les trottoirs, mettre plus de feux et de ronds-points, réagit une habitante du quartier de Goldscheuer. C'est aussi une question de sécurité, renchérit une voisine. Actuellement on ne peut même pas utiliser nos vélos sur ces routes : c'est trop dangereux ! »

La lutte contre les nuisances sonores recouvre également la promotion de moyens de transports plus silencieux. L'extension de la ligne D du réseau de tramway de Strasbourg vers Kehl en fait partie. Les travaux ne commenceront qu'en 2013 côté allemand, mais le projet porte en lui l'espoir d'une fluidification de la circulation transfrontalière.

BRIGITTE LICHTFUSS
AUDE RASO

J'AI TESTÉ POUR VOUS

La salsa à la carte

Mercredi soir, 20h. Au Barco Latino, les cours de salsa se prennent à la carte. Ce soir, les participants arrivent au comptegouttes sur la péniche amarrée quai des Pêcheurs. Pour danser, il faut payer : six euros pour un cours et un verre de mojito, un cocktail à base de rhum et de menthe. Coup de chance, six femmes et six hommes se sont inscrits. Mais ils ne possèdent pas tous le même niveau. Pascal, le professeur, s'adapte : « Quand il y a des nouveaux, je passe plus de temps sur les bases. Je vais néanmoins assez vite. Le cours débutant se donne normalement sur plusieurs semaines. »

La séance commence. Lumière tamisée, musique cubaine et odeur de menthe fraîchement coupée. Au début du cours, tout le monde est synchro. Les pas sont répétés mécaniquement pendant 20 à 30 minutes. Olivier s'emmêle les pinceaux mais rattrape vite son retard en suivant pas à pas

le professeur. Mambo, salsa, les figures de danse fusent en musique. Pascal introduit un nouveau pas et le décortique lentement. Tout le monde se débrouille. Vient la danse en couple. La plupart des participants sont des habitués. Quelques débutants peinent davantage. Peu importe, les partenaires s'échangent en un tourbillon. Puis tout se complique. Il faut tourner, passer derrière, revenir devant, reprendre sur le côté. Beaucoup ne suivent plus vraiment mais poursuivent sur un rythme endiable. 21h15, le cours touche à sa fin. « Pour vraiment progresser, il faut aller danser en soirée », observe Juliette, essoufflée, mais ravie.

NATACHA MUZY

Barco Latino, quai des Pêcheurs à Strasbourg. Cours débutant tous les mercredis à 20h et cours intermédiaire à 21h. 6 euros la leçon avec une consommation.

Réduire la circulation de passage

Une clientèle qui se traduit par un afflux de voitures. 70% des véhicules qui franchissent le Pont de l'Europe ont pour origine ou pour destination la ville de Kehl.

Pour la municipalité, il ne s'agit pas de réduire ce flux, nécessaire à la santé économique de la commune : « Notre action se situe plutôt dans la réduction de la circulation de passage : celle qui ne vient pas de Kehl et ne s'y arrête pas, mais représente un tiers du trafic en centre-ville », explique le maire de Kehl, Günther Petry.

Tout l'enjeu se situe donc dans la recherche d'un juste milieu. Pour Katrin Korth, les limitations de vitesse et

Coma démographique à Reichstett

Depuis 1999, la population de la commune diminue. La construction d'un nouveau quartier pourrait inverser la tendance à partir de 2014.

L'AFFAIBLISSEMENT démographique de Reichstett commence à se faire sentir sur le portefeuille des particuliers. Le 1^{er} février dernier, le conseil municipal a voté une augmentation de 6% des impôts locaux, soit une moyenne de 24 euros supplémentaires par foyer fiscal.

Le fait de passer de 4885 habitants en 1999 à 4466 aujourd'hui, a diminué une partie des recettes de cette commune située au nord de Strasbourg. L'assiette de la taxe d'habitation, liée à la taille des foyers, se réduit au fil des années. Et la dotation globale de fonctionnement annuellement versée par l'État a été revue à la baisse, jusqu'en 2013 minimum.

Des adaptations structurelles

A ceci s'ajoute la fermeture programmée de la raffinerie par le groupe Pétroplus dont la taxe foncière représentait jusqu'à présent 10% des recettes fiscales de la Ville. « Augmenter les taxes d'habitation et foncières est nécessaire si l'on veut garder une capacité d'autofinancement et investir à hauteur d'un million d'euros », assure Georges Schuler, maire UMP de Reichstett. Cette somme sera notamment destinée à la réfection de l'éclairage public devenu désuet.

Outre la fiscalité, la municipalité est contrainte d'adapter ses structures à son déclin budgétaire. Après avoir perdu une classe il y a deux ans, la maternelle des Jardins sera fermée et vendue d'ici une ou deux années, indique Christine Reichert, première



La place de la mairie de Reichstett : du plus bel effet, mais peu fréquentée.

adjointe en charge du suivi des structures dédiées à l'enfance et la petite enfance. Les élèves restants seront alors dirigés vers le groupe scolaire Hay abritant l'école élémentaire. La municipalité espère l'économie de 35 000 euros de fonctionnement par an grâce à cette opération.

Dans le même esprit, la responsable de la médiathèque ne sera pas remplacée après son départ. L'objectif est d'alléger autant que possible la masse salariale d'une collectivité dont les services ont été dimensionnés pour une population de 5000 à 5100 habitants.

La question du renouvellement

L'érosion démographique s'explique par un marché immobilier sclérosé. La commune abrite 73% de propriétaires et doit donc faire face à une très faible

rotation de sa population. « Il s'agit là d'un frein à l'arrivée de nouvelles familles car les logements vacants sont peu nombreux », explique Raphaël Schott, négociateur immobilier à l'agence Orpi L'immobilière Weiss de Reichstett. Entre 1999 et 2007, l'Insee a ainsi noté une croissance de 9,2% du nombre de couples sans enfants. « Jusqu'en 1990, des familles nombreuses sont venues acheter des biens immobiliers dans la commune. Puis les enfants ont grandi et sont partis. Les parents vivent seuls dans de grandes maisons », poursuit-il.

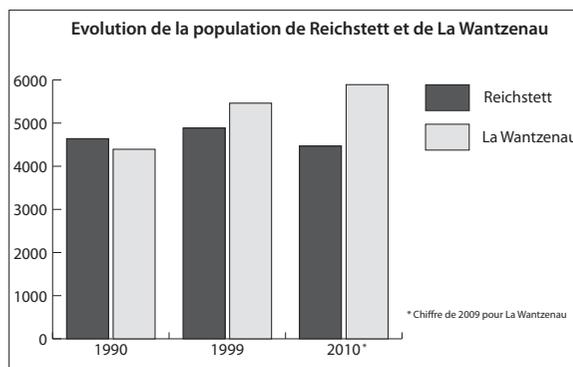
Dans le même temps, la commune n'a pas pu accueillir de nouveaux arrivants. Depuis 1992 et la sortie de terre du lotissement du Quartier des musiciens, à l'ouest de Reichstett, aucun autre projet foncier n'a été réalisé. La faute à la zone de protection Seveso, mise en place autour des sites de la

raffinerie, de Butagaz et du fabricant de caoutchouc Lanxess. Jusqu'à récemment, celle-ci empêchait toute exploitation des réserves d'urbanisme de la ville.

Cependant, la réforme de 2009 du Plan particulier de risques technologiques, qui régit le périmètre du dispositif de sécurité, a retiré la quasi-totalité du ban communal de la zone à risque.

Cela a permis la modification du Plan d'occupation des sols dans le but d'urbaniser le nord de la commune. Le projet, nommé Nordfeld, prévoit la réalisation de 200 à 250 logements, dont la moitié d'habitats sociaux, sur un terrain de 4 hectares. 500 primo-arrivants sont espérés. Toutefois, les travaux ne devraient pas débuter avant 2014.

FABIEN PIÉGAY



Reichstett et La Wantzenau partagent la zone Seveso. Pourtant, la première perd de la population, quand l'autre en gagne.

Le centre de soins en addictologie accompagne chaque jour des dizaines de personnes. En toute simplicité.

L'ESPACE INDÉPENDANCE, 12 RUE KUHN

L'inscription sur la porte est à peine visible. Rien ne laisse présager que derrière la porte, se joue un combat quotidien pour regagner des brins de liberté et de dignité. Tous les jours de la semaine, près d'une trentaine de patients défilent. Dans la salle d'attente d'Espace indépendance, centre de soins et d'accompagnement en addictologie, une dizaine de personnes patientent. Les enceintes

diffusent une musique relaxante. Certains se servent un café, d'autres piochent des fruits dans la corbeille ou un yaourt dans le frigo. Assises sur des chaises disposées en arc de cercle autour d'une table, les personnes discutent vivement. Ici presque tout le monde se connaît : une des psychologues vient saluer chacun personnellement. Un homme arrive, l'air hagard. « Tout va bien ? Tu es sûr, tu ne veux pas

t'asseoir ? », lui demande Zlata, dame de l'accueil qui travaille à Espace indépendance depuis onze ans. « Non, je voudrais juste réserver une place pour faire une machine à laver », répond-il. Offrir des possibilités de laver son linge pour les personnes très précaires fait partie des services fournis par le centre. « Tous les gens qui viennent ici ne sont pas là pour des consultations. Certains viennent juste

passer l'après-midi ici », constate Zlata. **Le public, aujourd'hui majoritairement féminin, parle esthétique, bons plans fringues.** « Vous avez vu Sarkozy hier soir à la télé ? », lance Aude qui vient trois fois par semaine chercher son traitement de méthadone. Pendant ce temps, Marie-José, la trentaine, montre fièrement une carte que son fils lui a envoyé de classe verte : « Je suis contente, il a fait

du poney. Quand je m'ennuie, je passe l'après-midi ici. Ça permet d'avoir une vie sociale, comme on dit. » Martin, 38 ans, n'est pas un habitué malgré ses vingt ans de toxicomanie. « Je viens chercher mon matériel. Aujourd'hui, je n'avais rien à faire, alors je passe l'après-midi ici. Et puis c'est cool, j'ai fait une rencontre », lance-t-il dans un sourire.

JESSICA TROCHET

De la pelle à la louche

Depuis dix ans, les Jardins de la Montagne Verte vendent des fruits et légumes. L'association se lance à présent dans la cuisine.

DANS le chemin de Grossroethig, après avoir quitté la route de Schirmeck à Strasbourg, se trouve l'exploitation des Jardins de la Montagne Verte, une association de réinsertion par l'agriculture. La barrière verte passée, plusieurs hangars agricoles se dressent dans la cour. Au bout, un local blanc qui abrite les cuisines du pôle transformation inaugurées le 10 décembre dernier.

Une charlotte sur la tête et un grand tablier blanc accroché autour du cou, les huit cuisiniers et cuisinières vont « chirurgicalement » transformer des légumes, dont la seule vision les rend indigestes aux consommateurs.

Valoriser les légumes

Carottes bicornues et tomates trop claires n'ont pas leur place dans les paniers. Longtemps donnés à des associations caritatives comme les Restos du cœur ou le Secours populaire, ils sont aujourd'hui valorisés. Les tomates deviennent coulis, la rhubarbe et le potiron confiture. De l'alliance des pommes de terre, poireaux et oignons, ces chefs obtiennent une soupe délicieuse.

Après quelques essais, les Jardins de la Montagne Verte ont constaté qu'un pôle de transformation représente un vrai potentiel d'emploi. La directrice Fatima Riahi explique : « De nombreuses personnes souhaitent travailler dans les cuisines, mais nous n'avions aucune porte d'entrée pour ce secteur. C'est ce qui nous a poussé à ouvrir le laboratoire. »

L'idée lancée, une commission de bénévoles de l'association s'est mise en place, avec le soutien de deux étudiantes de l'uni-



Le terrain doit être désherbé pour accueillir la culture des fruits et des légumes, d'été, réalisée sur une superficie de 5000 m².

versité de Mulhouse venues faire leur stage de master. Après plusieurs mois de réflexion, l'idée s'est concrétisée. Des salariés en réinsertion sont recrutés. Pour ces derniers, l'expérience acqui-

se derrière les fourneaux de la Montagne Verte les aidera à intégrer, par exemple, une cuisine collective.

Bénédicte, âgée d'un quarantaine d'années est arrivée en décembre. Di-

plômée en agronomie, son contrat de réinsertion lui permet de « participer à une activité de transformation pour tirer de nouvelles compétences utilisables dans le futur ». Sa collègue Isabelle a

alterné entre congés parentaux et petits boulots dans la restauration. Le laboratoire lui « permet de revenir dans le bain ».

Réduire le gaspillage

Le second argument qui a pesé en faveur de la création de l'atelier de transformation est « l'indécence », selon la directrice, qui consiste à se débarrasser d'une partie de la production non commercialisable : « Nous avons affaire à des salariés qui n'ont rien ou pas grand chose. Ça nous gêne de jeter le fruit de leur travail, surtout que certains ne mangent pas à leur faim. »

Dans les mois à venir, le laboratoire devrait évoluer. Fatima Riahi souhaite développer un pôle de production de produits d'entretien naturels « à base de savon noir, de pierre d'alun et de citron » que les jardins utilisent déjà. Objectif : proposer aux adhérents de devenir « autonomes vis-à-vis de la production industrielle ».

MARION MICHEL
FRANÇOIS RÉGNIER

VU SUR LE WEB



Un pied dans la toile

Recommander un restaurant dans la Petite France, proposer un covoiturage entre Vendenheim et Kehl, déposer une offre d'emploi... Tout ceci est possible sur StrasbO.Org.

Plus qu'un énième réseau social, cet espace mise d'abord sur la proximité. L'objectif du projet est d'offrir un lieu numérique aux habitants de Strasbourg et de ses environs pour échanger bons plans et autres demandes de service. Seule contrainte, les messages postés ne peuvent dépasser les 800 caractères. Tous sont associés à l'une des neuf rubriques, de « discuter » à « sortir » en passant par « se loger ».

Mis en ligne en décembre dernier, le site est actuellement à l'essai. A ce jour, seuls 64 internautes ont créé leur compte gratuit. « On a besoin de tester des choses, avoir 5000 inscrits ne nous intéresse pas pour l'instant », explique Alain Brégy, à l'origine de cette initiative et dirigeant d'une agence spécialisée dans les technologies de l'information et de la communication.

Les développeurs travaillent actuellement sur une version adaptée aux smartphones. L'utilisation d'un logiciel nommé Sonia, qui permettrait à l'utilisateur de dicter directement son message, est également à l'étude. La version finale sera officiellement disponible en mars 2011.

FABIEN PIÉGAY

LES JARDINS EN CHIFFRES

Le 10 décembre 2011, les Jardins de la Montagne Verte souffleront leur dixième bougie. L'association affiche un taux de réinsertion de 42%. 10% des salariés se sont réorientés dans l'agriculture.

Les terres cultivées comprennent 5000 m² de serres et 10 hectares de terrains situés dans le périmètre de la CUS. L'association peut ainsi répondre à la demande de ses 600 adhérents et est même en capacité d'alimenter 200 à 300 paniers supplémentaires.

La distribution des légumes s'effectue dans la vingtaine de points de dépôts à Strasbourg, Schiltigheim et Eschau. Dix adhérents suffisent pour en créer un nouveau. Les prix des paniers varient de 7 à 15 euros.



Les salariées préparent de la confiture qui finira en pots, dans les paniers proposés aux adhérents.

Kiosquier de passage

Vendeur de journaux de la place Kléber, Hicham Mansour travaille tous les jours ouvrables. Avec ses clients, il n'entretient que des relations d'affaires.



Bien qu'il soit très aimable avec les clients de son kiosque, Hicham Mansour refuse de s'attacher à un quartier où, explique-t-il, les gens ne font que passer.

VIVA CITÉ

CENTRE
UNIVERSITAIRE
D'ENSEIGNEMENT DU
JOURNALISME -
UNIVERSITÉ DE
STRASBOURG
11, RUE DU MARÉCHAL JUIN
CS 10068 - 67046
STRASBOURG CEDEX
TEL. : 03 68 85 83 00
FAX. : 03 68 85 85 74
COURRIEL :
scola@cuej.unistra.fr

Web :
http://cuej.unistra.fr
http://mcinfo.u-
strasbg.fr

DIRECTRICE DE PUBLICATION :
Nicole Gauthier.
ENCADREMENT :
Thomas Calinon,
CATHERINE DAUDENHAN,
ALAIN PETER,
FRED VAIRETTY.

RÉDACTEUR EN CHEF :
Chloé Michelon
RESPONSABLE PHOTOS :

Laure Siegel
PHOTO DE UNE :

Jeanne Richard
RÉALISATION :

Eléa François,
Clément Lebris,
Brigitte Lichtfuss,
Marion Michel,
Chloé Michelon,
Natacha Muzy, Adèle
Paquelier, Victor
Patenôte, Fabien
Piégay, Aude Raso,
François Régnier,
Jeanne Richard, Elsa
Sabado, Laure Siegel,
Jessica Trochet

SUPPLÉMENT NEWS D'ILL,
numéro ISSN
0996-9624
IMPRESSION :
Valblor, Illkirch

LA clé à la main, vêtu d'une veste de jogging et d'un jean, Hicham Mansour se dirige vers l'échoppe dont le toit est encore couvert de rosée. Il ouvre la porte vitrée. Le livreur est déjà passé et il a déposé à l'intérieur des piles de journaux et de magazines. Hicham Mansour range les quotidiens dans les présentoirs à l'extérieur. Bien que des poils gris parsèment sa tignasse brune et sa barbe, il ne fait pas ses 36 ans. Il est sept heures du matin et le kiosque de la rue du 22 Novembre, à deux pas de la place Kléber, ouvre ses portes comme tous les jours, du lundi au samedi.

Tout va à toute allure

« Le kiosque, c'est vraiment spécifique, explique Hicham Mansour, les gens viennent juste pour prendre leurs journaux et ils se cassent ». Chez lui, il n'y a pas de queue ; il ne perd pas de temps pour encaisser. C'est la différence avec les autres points presse du quartier. Tout va à toute allure. Le centre-ville est toujours en mouvement, notamment la place Kléber. Plus des trois-quarts des clients du kiosque sont des gens de passage : des résidents d'autres quartiers, des em-

ployés, des touristes. Parmi les Allemands qui traversent la frontière, beaucoup se retrouvent devant le rayon des magazines français de mode et de décoration. Parfois, Hicham Mansour leur donne un conseil en allemand, sa quatrième langue étrangère après l'arabe, l'anglais et l'espagnol.

De l'aspirine au Nouvel Obs

« Ça me plaît, parce que je vois des gens d'horizons différents et de toutes les classes sociales, qui n'ont pas les mêmes centres d'intérêt », dit Hicham Mansour. Toujours discret, toujours poli avec ses clients, il leur sourit, même si cela n'est pas tous les jours facile. « Les gens sont ici comme partout : plus les temps sont durs, moins ils sont sympas », ajoute-t-il.

Il y a environ quatre ans, le kiosque se situait juste à côté d'un fleuriste au milieu de la place Kléber, la place centrale de la ville, théâtre de manifestations politiques et culturelles. En 2007, la place a été réaménagée : la ville de Strasbourg a non seulement refait le sol, ajouté des fontaines et des baquets de plantes, mais elle a également délocalisé les échoppes du kiosquier et du fleu-

riste. Ce dernier a désormais quitté la place Kléber.

Hicham Mansour n'a pas toujours été kiosquier. Après avoir tenté des études de pharmacie et d'analyse biologique, il a géré un snack. Puis – il y a plus de dix ans – il a eu l'opportunité d'acheter le kiosque de la place Kléber. Aujourd'hui, il se félicite de cette décision. C'est aussi lui qui a choisi le nouvel emplacement du kiosque, devant l'entrée des Galeries Lafayette. « C'est la surface commerciale de la ville qui attire le plus de monde », se réjouit-il. Grâce à la proximité du grand magasin, son chiffre d'affaires est en permanente augmentation.

Pas d'amis dans le quartier

Agent de sécurité aux Galeries Lafayette, Bruno Lopez observe le kiosque chaque jour, quand il s'installe à l'entrée du magasin. L'agent et le kiosquier ne se connaissent que de vue, bien qu'ils travaillent depuis trois ans côte à côte, du matin au soir. « Je vois toujours les grands titres des journaux et j'aimerais bien les lire » ajoute Bruno Lopez. Mais il n'a pas le temps, ni pendant son travail, ni pendant sa pause. Hicham Mansour, lui, ne fait pas de pause, sauf les quel-

ques minutes pour aller aux toilettes – il n'y en a pas dans le kiosque – ou chercher un sandwich. A ce moment là, il s'arrange pour se faire remplacer par un membre de sa famille ou un ami. Car, chaque jour, Hicham Mansour reçoit de la visite.

Le dimanche, le kiosque reste inanimé. Les Strasbourgeois achètent leur journal dominical à côté de chez eux et le centre-ville se vide. Hicham Mansour a donc arrêté d'ouvrir le dimanche : « C'est le désert. On ne peut pas vraiment parler d'une ambiance de quartier. » Comme il s'agit des gens de passage et des salariés des grands magasins – le kiosquier est maintenant le dernier des petits commerçants sur la place Kléber – il ne se crée pas de lien avec les clients. Il ne ressent donc aucune affection pour la place Kléber.

Une culture encyclopédique

Pourtant, « dans mon kiosque, je m'ennuie jamais », assure Hicham Mansour. Son sourire révèle de petites rides aux coins des yeux. Quand les clients se font rares, il fait sa propre revue de la presse, selon l'arrivée du jour. A côté de son ordinateur portable, d'où s'échappe de la musique reggae ou arabe,

se trouvent les quotidiens et hebdomadaires principaux qui lui servent de lecture comme *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*. Peu à peu, il se bâtit une culture encyclopédique : ses centres d'intérêt sont entre autres la religion, la politique et les questions sociales. Même quand il fait moins vingt degrés dehors, les portes du kiosque restent ouvertes : « Quand il y a une porte, ça change tout. C'est toujours une barrière », explique le kiosquier. Pour lutter contre le froid, il s'est équipé d'un petit radiateur électrique, d'une veste de ski et de moon-boots de secours : « Quand on passe au dessous de zéro degré, mes Timberland ne valent plus un clou ! »

Hicham gagne bien sa vie, mais il ne voit sa femme et ses quatre enfants que le soir. Un manque de temps qu'il regrette mais qui ne l'empêche pas de s'engager dans l'association des jeunes de Cronembourg, son quartier, car « la place Kléber, ce n'est pas ma deuxième maison ! ». Il profite de ses cinq semaines de vacances annuelles – pendant lesquelles il se fait remplacer au kiosque – pour retourner au Maroc. Même s'il est né en France, il considère le pays de ses parents comme celui de ses d'origines.

Des racines et des ailes

Hicham Mansour est très attaché à ses racines. Musulman pratiquant, il se lève pour la première prière, parfois à trois heures du matin, et rattrape les quatre autres d'un seul coup, car il ne peut pas les faire dans son kiosque. « Je pourrais aussi vendre du tabac », dit Hicham Mansour, mais obtenir la licence de buraliste ne l'intéresse pas. « C'est par conviction religieuse que je ne le fais pas. Ce que je considère comme mauvais pour moi et ma santé, je vais pas le vendre aux autres », ajoute-t-il.

Presque vingt heures. Hicham Mansour remballé les journaux. Comme tous les samedis, le kiosque a fait le plein. « Six à sept cents clients », estime-t-il. Ce n'est qu'à ce moment qu'il voit, par terre, les tracts de la manifestation des enseignants sur la place Kléber. Pendant la journée, il ne l'a même pas remarquée.

BRIGITTE LICHTFUSS
ELSA SABADO